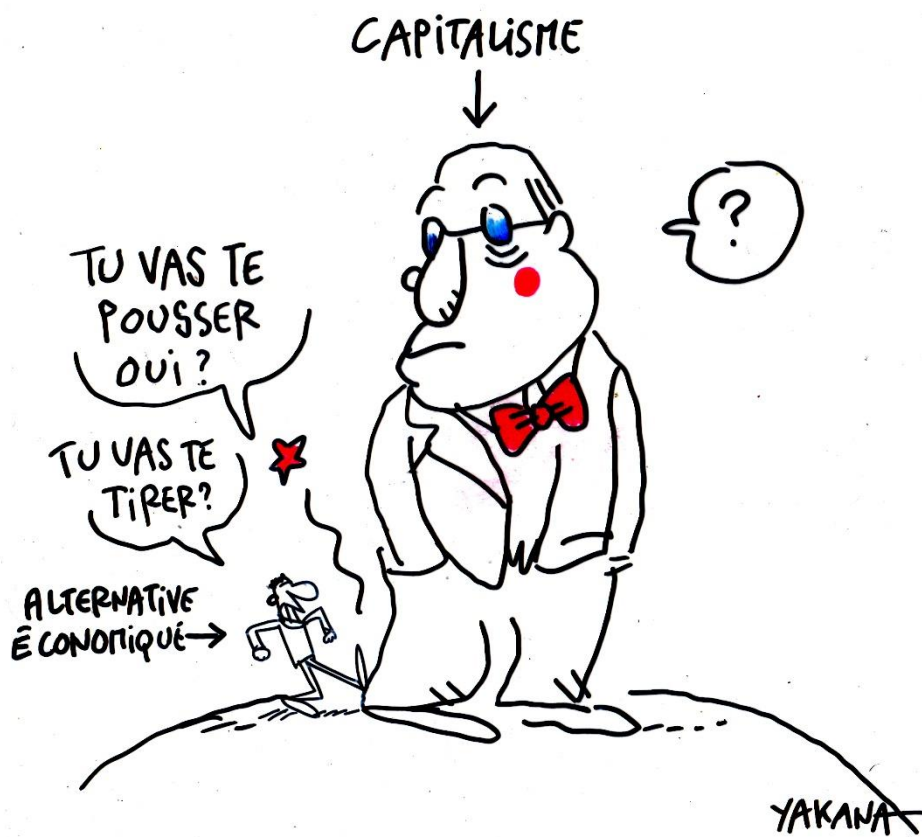




Le financement de l'économie sociale (3/3)

Quelques pistes de dépassement



Le financement de l'économie sociale (3/3)

Quelques pistes de dépassement

Cette analyse conclut une série de trois textes sur le financement de l'économie sociale, qui peuvent se lire indépendamment les uns des autres. Si les deux premières analyses nous ont montré les constats et les limites des modes de financements actuels, privés et publics, la présente analyse explore les pistes de solutions qui peuvent répondre à cette problématique. Car la question du financement est finalement le nerf de la guerre de l'économie sociale. Nous prendrons ici la question du financement dans son sens le plus large, comme les différentes ressources sur lesquelles l'économie sociale peut s'appuyer pour s'étendre.

Si cette analyse se veut être un guide pour l'action, il ne s'agit cependant pas simplement de donner des astuces aux entreprises pour s'en sortir financièrement dans l'environnement économique de plus en plus tendu de l'économie sociale. Car, si la survie de chaque projet est évidemment importante, celle-ci n'a de sens que si elle s'inscrit dans un projet politique plus global, qui a l'ambition de changer radicalement la société dans laquelle nous nous trouvons. C'est en ouvrant les possibles, et en se regroupant autour d'idées et de perspectives communes, que nous pensons que l'économie sociale peut non seulement surmonter la difficulté à laquelle elle fait face (à ce sujet, se référer aux deux textes précédents), mais aussi se renforcer et être à la hauteur de sa tâche : la transformation en profondeur de l'économie.

Car oui, comme nous l'avons déjà vu dans les analyses précédentes, l'urgence sociale et climatique nous impose de penser les transformations économiques radicalement, non pas à l'échelle locale, mais à l'échelle globale. Il ne s'agit pas ici de minorer l'importance des projets locaux, mais ceux-ci doivent impérativement s'inscrire dans un projet global cohérent. Cette analyse est donc une contribution à la construction de ce projet, qui s'alimente bien entendu des nombreuses réflexions déjà en cours et qui, nous l'espérons, alimentera encore bien des débats.

Pour construire cette proposition ambitieuse, nous allons procéder en plusieurs étapes. Pour commencer sur une note positive, une première partie de l'analyse sera consacrée à rappeler succinctement l'objectif et l'importance de l'économie sociale, ainsi que l'ambition qu'elle se donne. Une deuxième partie explorera ensuite les pistes de solutions déjà en cours à différents niveaux, en essayant de les inscrire dans un même plan commun.

Rappel : intérêt et ambition de l'économie sociale et leurs conséquences sur la question des financements

Les principes de l'économie sociale

Dans notre manifeste¹, nous défendons l'économie sociale non pas comme des alternatives dérisoires qui viendraient réparer le capitalisme, mais comme un vecteur de transformation sociale systémique. Dans ce sens élargi, l'économie sociale s'appuie donc sur trois axes principaux qui lui permettent de se présenter comme une alternative crédible au système capitaliste :

1. L'économie sociale répond à de réels besoins sociaux ou collectifs. En d'autres termes, il s'agit de sortir l'activité économique de l'objectif qu'elle rencontre sous le capitalisme, la valorisation du capital, pour mettre le travail, les machines et les ressources naturelles au service de l'humain et de ses besoins fondamentaux.
2. L'économie sociale s'appuie sur la démocratie, à la fois dans l'entreprise et entre l'entreprise et la société. Ce deuxième axe est évidemment directement lié au premier. Car personne n'est plus à même de déterminer quels sont ses besoins sociaux que la population elle-même.
3. Finalement, l'économie sociale défend des valeurs de solidarité. En effet, pour que les décisions démocratiques correspondent aux besoins sociaux réels, il faut que les citoyens qui participent aux décisions pensent non pas en termes d'intérêts individuels, mais en termes des besoins de la société entière.

L'économie sociale, dans sa version la plus ambitieuse, se donne pour horizon de remplacer l'économie capitaliste par une économie démocratique et solidaire. Pour certains, cette idée est une évidence : le système économique dominant a largement montré son incapacité à répondre aux enjeux mondiaux de pauvreté, de famine, de catastrophes naturelles, de dignité humaine, etc. Pour d'autres, le pas paraît bien trop grand : il serait impossible de sortir du capitalisme. A ceux-là, pour qui le capitalisme serait un résultat de la nature ou de la bêtise humaine, l'économie sociale peut apporter de l'espoir en montrant

un contre-exemple vivant. On ne compte plus les projets solidaires qui fleurissent pour améliorer la vie d'un quartier ou d'une partie de la population.

Une particularité qui détermine son cadre d'action

Car c'est bien cela la force de l'économie sociale, c'est sa capacité à mobiliser largement car elle porte un message de solidarité, et s'oppose justement à l'individualisme ambiant. Elle vient recréer du lien social dans une société qui s'en trouve dépossédée par l'économie capitaliste². Et cette force se manifeste aussi dans sa capacité de résilience. Ainsi, Flora Kocovski, directrice de W.Alter parlait dans une interview récente d'une enquête réalisée auprès d'entrepreneurs à l'annonce de la crise covid, et 9 entrepreneurs sur 10 pensaient traverser la crise de manière sereine. Les 3 raisons de cette sérénité étaient le fait de répondre à des besoins sociaux indispensables (y compris en temps de crise), le fait d'avoir le soutien d'une communauté (et donc une possible mobilisation des citoyens, producteurs, etc. en faisant appel à l'intelligence collective) et le fait de ne pas avoir l'argent comme moteur³. Dans cette même interview, Flora Kocovski s'enthousiasme aussi de l'attrait grandissant qu'a l'économie sociale dans la jeunesse. Une partie de plus en plus grande des jeunes ont envie de s'investir, bénévolement ou non, dans des projets qui ont du sens.

Placés bout à bout, tous ces éléments nous amènent à un constat : la force de l'économie sociale c'est précisément sa capacité à mobiliser. Car l'économie sociale ne peut entrer en compétition sur le terrain du marché et du profit, terrain sur lequel elle sera toujours perdante. Et ce constat est vrai au niveau pragmatique, mais aussi au niveau des principes : grandir à travers l'accumulation de profit risque inévitablement de faire pencher le projet vers des décisions qui vont à l'encontre des besoins sociaux. A l'inverse, le fait de s'appuyer sur un collectif et de se mettre sous son contrôle démocratique en étant transparent sur ses décisions est un puissant garde-fou pour conserver ses principes.

Les principes de l'ES appliqués à la logique du financement

Mais ce constat n'épuise pas à lui seul la problématique du financement. Pour grandir et devenir dominante, l'économie sociale a besoin de larges financements. Et comme nous l'avons vu, elle ne peut compter seulement sur les financements que lui rapporte l'économie de marché pour évoluer, en tout cas si son ambition est de remplacer l'économie capitaliste. C'est pourquoi c'est aussi en passant par la mobilisation citoyenne que ces financements doivent être obtenus. C'est d'ailleurs avec cette perspective bien en tête que nous avons construit nos deux premières analyses.

La première analyse revenait sur le financement privé et s'arrêtait en particulier sur le financement participatif, en rappelant comment celui-ci pouvaient être un levier puissant pour l'économie sociale. Ce

mode de financement, mobilisant des citoyen.ne.s qui sont prêts à investir dans un projet, permet à la coopérative et à l'association d'obtenir des fonds qui ne soit pas subordonné à l'impératif de rentabilité mais au contraire aux valeurs de solidarité et de changement social. Mais nous avons également vu les limites de tels financements. Car évidemment les catégories sociales qui ont les moyens de participer significativement à une campagne de financement sont issues d'un milieu relativement aisé. Cela est problématique lorsque l'on se réfère à une vision politique de l'économie sociale, participant à la démocratie et à l'accessibilité de toutes et tous à cette démocratie, puisqu'en n'incluant pas les classes populaires⁴, elle ne peut être considérée comme réellement démocratique. D'autant que ces mêmes classes populaires, définies par leurs ressources limitées, sont celles qui sont le plus dans le besoin et donc les plus à même de définir les besoins sociaux les plus urgents.

Dans la deuxième analyse nous avons vu à quel point les financements publics opéraient un dangereux glissement vers une standardisation et une bureaucratisation du projet qui devait développer toutes les stratégies pour éviter de trahir ses principes, en devant parfois opérer un grand écart inconfortable. Face à cela, nous avons montré que, au-delà des discours sur le manque de financement public, des mobilisations collectives peuvent exercer une pression sur les autorités publiques qui pourraient alors aller chercher l'argent là où il se trouve : dans les profits des grandes entreprises capitalistes. Il s'agit là autant d'une manière de soutenir l'économie sociale que de limiter l'extension infinie de l'économie dominante. Mais pour que ce transfert fait par l'État soit légitime, et évite de sombrer dans des excès bureaucratiques il faut également que ce financement soit mis sous le contrôle de la population.

Un fil rouge pour l'action

Tous ces éléments nous offrent donc un fil rouge essentiel à garder à l'esprit lors de la suite de nos réflexions. L'économie sociale ne peut se développer que sur base d'un appui démocratique important, avec une attention particulière à la représentativité des classes populaires. Cela ne signifie nullement qu'elle ne peut pas trouver en partie son financement du marché, qui peut être d'ailleurs une forme de soutien politique ou idéologique, mais s'appuyer uniquement sur cette forme de financement est à la fois insuffisant et contre-productif.

Construire un plan d'action

Une fois ces prémices posées, nous pouvons nous lancer dans notre tâche ambitieuse. Pour ce faire, nous allons commencer par imaginer à quoi pourrait ressembler un monde dominé par l'économie sociale. Nous allons ensuite examiner les différentes étapes pour y arriver, et examiner les pistes de solutions en termes de financement à la lumière de ce scénario. L'idée n'est pas ici de proposer un monde parfait, mais d'en dresser le cadre et les limites, à partir de notre manifeste.

Si nous suivons notre manifeste, une société où l'économie sociale serait dominante serait donc une société où la plupart des décisions économiques importantes (sur les nouvelles productions à développer, celles à supprimer, sur la répartition énergétique, ou encore les recherches technologiques) seraient gérées non pas par une poignée d'actionnaires, comme c'est le cas aujourd'hui, mais de manière démocratique. En d'autres termes, les décisions concernant la planification et la répartition de la production seraient prises collectivement. Cela ne veut évidemment pas dire que tout le monde s'occuperait de tout, mais que toutes ces décisions seraient prises de manière transparente, soumises au débat public, que les critères pour prendre ces décisions seraient l'intérêt général et la solidarité, ce qui signifie que des instances de décision existeraient à tous les niveaux : quartier, entreprises, etc.

Il ne s'agit pas ici de préciser la forme exacte que prendrait cette société future, sur laquelle nous reviendrons, mais nous souhaitons commencer par en définir les principaux dangers. Nous nous baserons pour cela sur le livre d'Alexis Cukier, *Le travail démocratique*, riche travail d'exploration sur ce que pourrait donner une économie organisée démocratiquement, et qui signale principalement deux points d'attention qui risquent de détourner l'économie sociale de ses objectifs : le corporatisme et la bureaucratisation.

Le premier point, le corporatisme, fait référence aux corporations moyen-âgeuses, qui organisaient les artisans et régulaient l'accès à une profession. Face au développement technique, et à la rude concurrence que les machines opposaient aux artisans, ces institutions finissaient par interdire l'accès à la profession à la majorité des autres artisans, allant jusqu'à brûler leurs ateliers si ceux-ci osaient pratiquer sans autorisation. Les corporations ont bien longtemps gardé un pouvoir important sur les villes, et s'opposaient donc aux machines, ce qui, sur le long terme, a mené ces villes à la banqueroute puisque les artisans ne pouvaient suivre le rythme imposé par le développement technique. La logique du corporatisme est donc celle de défendre l'intérêt d'une caste particulière de la profession. Mais une société solidaire, qui suivrait l'intérêt général en fournissant du travail à tous.tes et en répondant aux besoins sociaux urgents n'est pas compatible avec un corporatisme où chaque secteur tenterait de défendre ses propres intérêts à court terme. Pour arriver à cette société, cela demande donc dès maintenant, dans les initiatives et les luttes qui visent ce monde idéal, d'apprendre à toujours faire primer l'intérêt général sur l'intérêt sectoriel.

Le deuxième point est celui de la bureaucratisation. On pense évidemment à l'URSS qui, après un changement radical de système et le passage à une économie planifiée, a développé une caste de bureaucrate qui, en monopolisant la gestion de l'économie, ont fini par développer des privilèges et orienter toute la production et les décisions politiques selon leurs propres intérêts. Cette bureaucratisation est inévitable lorsque des fonctions de pouvoir sont placées dans les mains d'experts

ou de fonctionnaires sans contrepoids démocratique. Car même en ayant une définition claire des valeurs qu'ils doivent défendre, ils vont finir, même inconsciemment, par défendre davantage leur propre fonction que l'intérêt général. Et c'est pourquoi une société qui voudrait gérer l'économie autrement, en répondant aux besoins sociaux, devrait forcément rester démocratique, et donc exercer un contrôle sur les actions des représentants par la majorité de la population. C'est pour faire face à cet écueil qu'il faut dès à présent apprendre à exercer un tel contrôle populaire.

C'est donc en prenant en compte ces risques que nous allons examiner les différentes alternatives proposées à différents niveaux, en tentant de trouver une cohérence entre elles.

1. Au niveau de l'entreprise

C'est au niveau de l'entreprise que le risque de corporatisme est le plus présent. C'est une évidence, lorsqu'on lance une entreprise, on préférera la plupart du temps faire quelques compromis pour obtenir du financement, plutôt que de risquer de mettre en faillite tout ce que l'on a construit. L'idée ici n'est absolument pas de blâmer cette attitude, mais plutôt de comprendre comment celle-ci peut être problématique, et de voir comment la recherche de financement, et de ressources en général peut être un levier dans un ou l'autre sens. Car au niveau individuel, l'entreprise sociale ne va avoir que très peu de leviers pour modifier le paysage institutionnel qui pourrait renforcer son modèle économique. C'est pourquoi nous nous concentrerons surtout, dans cette première partie, sur les sources de financement alternatives.

Car, comme nous l'avons vu dans les analyses précédentes, le manque de financement et l'appel à des financements publics ou privés, peut facilement mener à une perte d'autonomie, et à des compromis au niveau des valeurs, qui sont les principales faiblesses de l'économie sociale. Or cela vient principalement du fait que le financeur, étatique ou privé, va souvent intégrer dans les conditions de financement ses propres intérêts ou ses propres critères. C'est pourquoi la meilleure manière de lutter contre ce corporatisme est de se mettre sous le contrôle non pas de l'administration, mais d'un groupe de citoyens mobilisés. Comme nous l'avons déjà mentionné, la force de l'économie sociale est sa capacité à mobiliser, là où l'économie capitaliste se développe par la recherche de profit.

Réciprocité et solidarité

Cette capacité de mobilisation peut se traduire de différentes manières, et il s'agit d'une des dimensions de ce que Laurent Gardin et Robert Pierre appellent l'hybridation des ressources⁵. Car si les financements sont un obstacle, ils sont loin d'être la seule ressource dont peut disposer l'économie sociale pour grandir. Bien au contraire, l'économie sociale a cette énorme force qui est de s'appuyer sur la réciprocité, ou plutôt sur la solidarité. Ces deux notions, proches en apparence, revêtent pourtant des réalités bien

différentes. Car la réciprocité, souvent invoquée dans le cadre de l'économie sociale et solidaire en référence à Polanyi, est un système d'obligations réciproques qui se traduit par du don contre-don, les deux étant différés dans le temps⁶. Ces obligations peuvent être plus ou moins définies, en se référant à la tradition par exemple ou en créant de nouveaux types d'échange comme dans le peer-to-peer. Mais elle reste un accord implicite entre humains, qui ne se rattachent souvent que par cet échange.

La solidarité est fondamentalement différente, car beaucoup plus politique. Elle réunit des individus qui se sentent avoir des intérêts communs, et qui vont donc agir non pas seulement pour leur intérêt propre, mais pour l'intérêt de l'ensemble du groupe dont ils se sentent solidaires. Il s'agit d'une véritable unité d'appartenance. Ainsi, la solidarité existe également entre les capitalistes, qui, au-delà de leurs divergences et conflits, sont capables de se mettre d'accord pour attaquer le droit du travail qui met en danger leur profit. C'est aussi la solidarité qui permet à des individus de défendre leurs intérêts collectifs contre le reste de la population, comme dans l'exemple déjà évoqué du corporatisme. Mais l'économie sociale s'appuie fondamentalement sur une autre forme de solidarité : sur l'idée que la société dans son ensemble serait meilleure si elle répondait à ses besoins sociaux les plus fondamentaux. Et sur l'idée que ceux qui savent le mieux comment répondre à ces besoins sont les personnes concernées elles-mêmes. Et c'est avec cet objectif commun, de régler les problèmes sociaux (d'inégalité, de misère, d'accès aux besoins de base comme le logement, une nourriture de qualité, une bonne santé, etc.) et environnementaux, que de nombreuses personnes sont prêtes à participer sans attendre de récompense, mais parce qu'elles sentent participer à un projet politique commun, cela répond à leur besoin de changer cette société.

En prenant cela en compte, on peut comprendre pourquoi l'économie sociale peut être largement mobilisatrice, et amener de nombreuses personnes à s'engager bénévolement, à contribuer financièrement, à partager leurs compétences, etc. Ce n'est pas en attendant un contre-don futur et incertain, mais parce qu'elles sont plus ou moins convaincues qu'il s'agit d'une manière authentique pour changer le monde. C'est bien cet engouement qui fait que certains projets, comme la banque NewB, sont capables de mobiliser des millions d'euros de financement participatif. Et le financement est évidemment une des ressources, mais elle est loin d'être la seule. De plus, comme nous l'avons déjà évoqué, elle s'adresse en priorité à un public plus aisé. D'autres modes de participation existent.

Mobilisation et isolement

Nous en revenons donc à l'hybridation des ressources. Car cette dimension politique propre à chaque projet, et qui a la capacité de mobiliser, peut mobiliser sur plusieurs plans. En plus du plan financier, il y a aussi le bénévolat, les expertises ponctuelles, le rôle d'ambassadeur, les conseils juridiques ou financiers, les coups de main techniques, etc. Tout cela est une aide non négligeable pour le lancement

d'un projet, et peut permettre d'économiser des milliers d'euros. Mais cela implique d'avoir une communauté, et ça marchera d'autant mieux que, plutôt que de mettre la communauté au service du projet, c'est au contraire le projet qui se met au service de la communauté et répond à ses besoins. Cela demande donc un certain type de contrôle de la part de cette communauté, et donc une grande transparence dans la gestion de l'entreprise ou de l'association.

Pour prendre un exemple des capacités de mobilisation incroyable que peut porter un projet politique, rappelons l'histoire de l'usine de Géménos de Fralib, où les travailleurs, menacés de licenciement, ont occupé l'usine pendant 1336 jours pour obtenir la reprise de l'entreprise sous forme de coopérative. Et la réussite de cette reprise a pu se faire grâce à la mobilisation d'un réseau militant important de consommateurs, qui ne peuvent qu'être salués pour leur détermination⁷. Il a fallu une puissante mobilisation pour faire face à l'entreprise Unilever qui était propriétaire de l'usine. Mais cette expérience montre aussi la limite d'un tel projet tant qu'il reste au niveau de l'entreprise seule. En effet, il a fallu que les salariés utilisent l'intégralité de leurs primes de licenciement pour financer la coopérative SCOP-TI qu'ils ont fondé, et cette entreprise, malgré la mobilisation, n'arrivera à reprendre que 58 des 182 travailleurs initiaux.

Et c'est malheureusement loin d'être le seul exemple. En restant isolées, les coopératives ou les entreprises sociales se retrouvent forcées de jouer le jeu du capitalisme. Elles sont prises par la dynamique de marché et, malgré le soutien d'une communauté qui croit dans leur projet politique, les possibilités se limitent vite. Et c'est la même chose avec tous les projets d'économie sociale qui se développent. Sans modifier le cadre politique et économique, les initiatives sociales se heurtent vite aux limites de l'économie capitaliste.

2. Au niveau inter-entreprises : la coopération

L'intercoopération, ou coopération entre les entreprises, est une des énormes forces de l'économie sociale. Malgré le fait qu'elles n'échappent pas au marché et à la concurrence capitaliste, les entreprises sociales vont plus facilement se faire confiance et mettre en place une coopération qui est parfois inimaginable pour les entreprises capitalistes. Et cela vient bien du fait qu'elles sont capables de dépasser la compétition propre au marché, mais aussi qu'elles partagent une volonté commune de transformer le monde. Et cette coopération est aussi un facteur qui permet d'augmenter la confiance des personnes mobilisées, en montrant que le projet s'ouvre à des perspectives plus larges, et augmente ses chances d'opérer un changement structurel de la société.

Cette coopération peut exister à de nombreux niveaux, que ce soit par la mutualisation de matériel, d'expertise, de services administratifs ou comptables, et peut aller jusqu'à la mise en commun de la

trésorerie, ou le repartage des bénéfices. On peut prendre l'exemple du projet belge F'in Common qui a rassemblé plusieurs entreprises devenant coopératrices d'un outil de financement, tout en faisant appel au financement citoyen. Ainsi, leur association sert surtout à leur donner de la visibilité et à renforcer leur projet commun en se groupant derrière des critères et des valeurs communes. Le tout en finançant d'autres projets sur la même longueur d'onde. Un autre mécanisme, le crédit mutuel, permet aux entreprises de se faire des prêts à des taux intéressants en utilisant leur monnaie propre. Ce système a très bien fonctionné en Suisse, avec le franc WIR, et est en phase de test en Belgique⁸. Citons également des projets comme les ceintures alimentaires, qui rassemblent des producteurs locaux qui coopèrent sur les questions de distribution par exemple, ou un projet comme Smart, qui met des services administratifs (et autres) communs à disposition de nombreux entrepreneurs.

Historiquement, les coopératives se sont d'ailleurs principalement construites sur une très forte coopération, en se groupant sur base d'idées politiques. En Belgique cela s'est traduit par des coopératives organisées autour des différents piliers, principalement le pilier socialiste et le pilier catholique⁹. En Allemagne, le mouvement coopératif qui fut très important durant le 19^{ème} siècle avait commencé dès 1870 à se grouper sous forme de fédération pour soutenir les projets individuels en leur donnant conseil et assistance¹⁰. C'est en développant ces coopérations importantes que l'économie sociale a pu prendre rapidement de l'ampleur, et avoir un poids solide dans l'économie.

La coopération entre entreprises est donc une solution indispensable à la survie et à l'extension de l'économie sociale. Et ces réseaux de coopératives ont pu parfois atteindre des niveaux impressionnants, bénéficiant du soutien populaire et attirant des centaines de milliers, voire des millions de coopérateurs ou de consommateurs apportant leur soutien politique. Cependant, régulièrement, ces réseaux importants ont fait face à des effondrements économiques importants. C'est par exemple le cas pendant les années 60 en Belgique, où, des 1 200 000 coopérateurs comptés en 1963 vont rapidement s'effriter¹¹. Et parmi les coopératives qui survivent, celles-ci vont de plus en plus abandonner leurs valeurs coopératives et s'adapter à l'économie capitaliste.

Corporatisme et bureaucratisation

Cependant, ces extensions ont difficilement évité les travers de corporatisme et de bureaucratisme. On peut par exemple parler du groupe coopératif le plus grand du monde en termes de travailleurs, la société Mondragon, qui a été souvent critiquée pour sa gestion centralisée, imposée par le haut, plutôt que démocratiquement. Ce type de gestion bureaucratique, sans contrôle collectif, aboutit généralement à une forme de « dégénérescence coopérative ». En d'autres termes, la coopérative qui cherche à se stabiliser va confier sa gestion à des dirigeants issus d'écoles de commerce qui vont importer dans l'entreprise une gestion managériale tout à fait étrangère aux valeurs de l'économie sociale¹². Sous

prétexte de maximiser le nombre d'emplois créés, la coopérative a ainsi favorisé la croissance rapide, acceptant d'ouvrir certaines sociétés anonymes ne respectant pas les règles de la coopérative pour garantir ses revenus. Le groupe possède d'ailleurs également une université qui finit par... enseigner à ses étudiants à atteindre des objectifs de rentabilité bien précis, sans égard aux répercussions environnementales et sociales.

Mais si la coopérative met au premier plan ses employés, sa dérive corporatiste se traduit par une grande différenciation entre les salariés associés et les autres travailleurs temporaires. En effet, si les travailleurs associés ont de nombreux avantages, l'entreprise compte 15% de travailleurs sous contrats temporaires, parfois pendant une durée de 3 ans. Pour accéder au statut de travailleurs associé, il faudra être invité par le groupe, et récolter la somme de 15.000 euros dont 3.000 serviront directement de contribution initiale¹³. Et si dans le cas de Mondragon, la logique corporative s'accorde bien avec son projet d'expansion économique, c'est loin d'être toujours le cas. De nombreuses sociétés coopératives, comme par exemple la société Coop-Sud en Belgique, qui rassemblait une grande partie des coopératives du sud de la Belgique, se sont effondrées face aux évolutions du marché, et notamment à la généralisation des grandes surfaces. Car s'adapter au marché, cela implique des sacrifices du point de vue des travailleurs, des diminutions de personnel, des dégradations des conditions de travail. Tout cela est évidemment impensable du point de vue des travailleurs. C'est pourquoi les activités commerciales de Coop-Sud, une des plus grandes association de coopératives dans les années 60, ont fini par être rachetées par... Delhaize¹⁴.

Ces limites avaient déjà été observées par Rosa Luxembourg en 1898¹⁵. Tant que les coopératives évolueront dans un cadre capitaliste de marché, où elles seront en compétition avec des entreprises capitalistes, elles devront suivre le mouvement et s'adapter aux évolutions du capitalisme. Elles seront donc toujours rattrapées par ce cadre d'un côté ou de l'autre : soit en acceptant de s'adapter à l'économie de marché, en laissant le pouvoir à une bureaucratie qui finira par adopter les principes capitalistes. Soit en restant sous le contrôle des travailleurs ou des coopérateurs en risquant d'être englouties dans le dur monde de la concurrence. L'économie sociale se trouve sur le fil du rasoir. Si la coopération et la mutualisation sont indispensables à son développement et au soutien populaire qu'elle peut mobiliser, l'économie sociale ne peut se développer largement qu'en adressant directement à la question du pouvoir.

3. Au niveau politique

Se rendre compte des limites de l'économie sociale, ainsi que de ses transformations, ne doit pas pour autant nous démoraliser. L'économie sociale continue malgré tout de jouer un rôle essentiel dans de nombreux domaines, et il n'empêche que celle-ci reste une preuve vivante qu'un autre modèle est

possible. Mais tant que celle-ci reste dans le cadre de l'économie capitaliste, en concurrence avec des entreprises capitalistes qui ne cherchent qu'à maximiser le profit, le risque de dérive sera toujours omniprésent. A l'inverse, les règles de l'économie sociale, si elles étaient généralisées, pousseraient les entreprises à maximiser leur utilité sociale. C'est pourquoi l'économie sociale ne peut négliger la nécessité de se poser la question du programme politique.

Et cette idée est loin d'être nouvelle. En 1866 déjà, Karl Marx et Friedrich Engels écrivaient :

« Nous reconnaissons le travail coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital peut-être supplanté par l'association de producteurs libres et égaux. » Mais ils ajoutaient aussitôt : *« Le système coopératif, restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements dans les conditions générales de la société, qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société – le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes¹⁶. »*

Cette citation n'a jamais été autant d'actualité. Depuis l'époque de Marx, le système coopératif s'est développé plusieurs fois jusqu'à gérer des parts importantes de la société, sans jamais être capable, à lui tout seul, de remettre en question fondamentalement le système capitaliste. Or le capitalisme s'est énormément développé depuis l'analyse de Marx, les inégalités n'ont jamais été aussi grandes, les entreprises familiales de l'époque de Marx sont devenues des multinationales, et le monde entier est aujourd'hui un terrain d'investissement pour le capital. Tout projet de changement de société doit donc poser la question du politique pour dépasser les limites fixées par le cadre capitaliste.

Reprenons donc notre raisonnement. Nous avons vu jusqu'à présent que la force de l'économie sociale était de s'appuyer sur la solidarité et la mobilisation populaire pour se construire et grandir, tout en faisant en sorte que cet appui se nourrisse lui-même d'un moyen de contrôle à son tour sur l'économie sociale. Cette dynamique se heurte bien évidemment au cadre légal et politique, qui laisse la plupart des décisions économiques importantes, telles que la manière de produire, l'allocation de la valeur produite¹⁷, l'emploi, etc. dans les mains des actionnaires et autres détenteurs de capitaux. Mais cette situation n'est évidemment pas une fatalité. L'économie sociale montre que les entreprises pourraient être gérées démocratiquement, de manière solidaire, et en suivant l'intérêt général. Et pour que cela fonctionne, il faut extraire l'économie sociale des règles capitalistes de concurrence et de propriété.

Attitudes face à l'État

Pour faire cela, l'économie sociale n'aura pas le choix. C'est seulement en s'appuyant sur des besoins sociaux, qui se transforment eux-mêmes en mobilisations sociales, que des projets vont pouvoir émerger en imposant des revendications démocratiques à un outil qui sert aujourd'hui surtout à conserver le cadre du capitalisme : l'État. Mais cette considération nous invite à faire un petit détour vers les différentes attitudes à adopter face à l'État. Erik Olin Wright, un sociologue américain, en a répertorié plusieurs, dont nous proposons ici une adaptation libre¹⁸ : la fuite, qui consiste à ne pas passer par l'État, boycotter ses lois et ses règles ; l'aménagement, qui consiste à négocier avec l'État pour le mettre au service de l'intérêt général ; la résistance, qui consiste à opposer à l'État une force brute ; et enfin la rupture, qui consiste à modifier radicalement l'État par la voie révolutionnaire.

Ces différentes attitudes amènent à des stratégies différentes qui peuvent mener à des résultats différents. Elles ne sont pas forcément contradictoires et tendent même, à notre avis, à se compléter. La **fuite**, par exemple permet d'expérimenter des nouvelles méthodes de gestion économique, radicalement différentes du système capitaliste et étatique. Elle permet de montrer les manières possibles infinies dont l'être humain peut s'organiser, que l'on peut encore compléter par l'anthropologie ou l'histoire. Car la force du système dans lequel nous sommes, c'est bien de verrouiller toute idée que la société pourrait fonctionner autrement. Les expériences d'autogestion en dehors du système balayent allègrement tous ces préjugés. C'est par exemple le cas des zapatistes¹⁹ ou des zad²⁰, qui montrent qu'une façon radicalement différente de faire société est possible, même à l'époque actuelle. Ces initiatives sont cependant limitées tant qu'elles restent marginales, car des initiatives aussi localisées ne peuvent évidemment pas régler les problèmes climatiques ou sociaux.

L'**aménagement** lui, permet dans une certaine mesure de prendre conscience des limites très concrètes du système économique capitaliste. Car si la négociation, ou la sensibilisation, permet parfois aux dirigeants de s'attaquer à certains problèmes, ils ne le feront qu'en tant que cela est possible dans le cadre de l'économie capitaliste, et sans le menacer. La lutte à l'échelle mondiale contre les CFC²¹ n'a ainsi été possible que parce qu'une technologie de remplacement existait et que la produire permettait d'alimenter les profits de firmes privées. Et cela non pas en faisant payer les entreprises polluantes, qui auraient pu utiliser leurs profits pour cette transition, mais en utilisant principalement l'argent public et donc en augmentant la dette publique et l'austérité. Il est donc évident que la négociation peut mener à des victoires importantes, mais la gravité des problèmes auxquels nous sommes confrontés nécessite de sortir du cadre capitaliste, et de se détourner des objectifs de profits pour planifier notre production dans l'intérêt de la planète et des populations du monde entier.

La **résistance**, elle, va un pas plus loin. Il s'agit cette fois d'imposer des concessions majeures par rapport au cadre de l'économie dominante grâce à un rapport de force. C'est par exemple la journée des 8 heures,

imposée en 36 en France par des mobilisations massives. Une décision qui n'aurait évidemment jamais été prise par le monde capitaliste et son État, en tant que celle-ci diminue fortement leurs profits et la pression que le chômage impose aux travailleurs. C'est également le cas de la sécurité sociale, large système de redistribution imposé à la fin de la deuxième guerre mondiale et qui n'aurait pas pu voir le jour sans une large contestation. C'est également la perspective que se donne l'économie sociale et son courant « associationniste », comme l'affirme régulièrement Jean-Louis Laville :

« S'il n'y a pas de capacité de mobilisation de la population pour défendre la particularité des services rendus, s'il n'y a pas cette base sociale qui comprend qu'elle a là un mode d'expression particulier à préserver et à défendre et si rien ne se fait avec les usagers de manière originale, elles se révèlent alors très fragiles, y compris économiquement. »

[...] C'est en reconstruisant le rapport de force qu'on peut influencer sur l'Etat à propos de l'orientation des moyens alloués²². »

Mais si ces initiatives ont permis des changements majeurs qui ont amélioré la vie des centaines d'individus, on voit bien qu'il ne s'agit pas là de remise en question du système dans son ensemble, mais simplement d'amélioration de celui-ci par la force. La dernière option, la **rupture** totale avec le système dominant pour lui opposer un système de planification démocratique, est la seule qui peut répondre aux enjeux de notre époque, que ce soit le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles qui en découlent, les guerres et la montée des dynamiques nationalistes et identitaires, la misère et le chômage qui touche une part de plus en plus importante de la population mondiale, etc. Nous ne nous prononcerons pas ici sur la manière dont cette rupture se présentera, mais il est certain qu'elle est nécessaire, et au plus tôt au mieux.

Si ces attitudes sont complémentaires, on peut également voir une forme de continuité entre elles. Car si la fuite permet de sortir des bornes mentales du cadre capitaliste et étatique, l'aménagement permet, lui, de montrer ouvertement que les revendications qui peuvent paraître à tout un chacun absolument normales, sont foulées au pied par « nos représentants politiques ». Prenons l'exemple de la fraude fiscale, qui ne fait qu'augmenter malgré les nombreuses alertes d'ONG qui cherchent sans cesse à sensibiliser les décideurs politiques sur le sujet²³ sans qu'il n'y ait pourtant de changement conséquent. Mais les ONG sont souvent bien conscientes que leurs décisions ne seront entendues que si leurs rapports et le comportement condescendant des décideurs politiques est connu du plus grand nombre, et qu'une grande partie de la population s'empare de ce sujet et se mobilise pour le défendre. Et une fois que ces mobilisations sont en mouvement, et que des masses importantes commencent à parler d'enjeux politiques importants, il devient alors possible de proposer d'adopter des changements de systèmes radicaux qui seront, cette fois, non plus marginaux, mais majoritaires, et prêts à remplacer le système

dominant. Les différentes attitudes seront donc d'autant plus efficaces qu'elles sont subordonnées les unes aux autres, et mènent sur le long terme à la possibilité d'une rupture radicale.

Les solutions concrètes

Ces différentes attitudes, ainsi que le cadre que nous avons posé précédemment vont nous permettre d'analyser et de questionner les différentes propositions politiques qui ont pu être faites pour renforcer le financement et l'expansion de l'économie sociale. Il ne s'agit pas ici d'être exhaustif. Nous n'avons repris qu'un certain nombre de propositions qui nous semblaient caractéristiques et qui permettaient d'illustrer nos propos.

Aménagement

Commençons par décrire les **pistes d'aménagement** qui, comme nous l'avons vu, permettent d'améliorer la position de l'économie sociale sans pour autant remettre en question le système dans son ensemble. Elles ont donc un rôle essentiel qui permet de renforcer notre modèle et de le développer. Mais elles doivent aussi s'inscrire dans un mouvement plus large de remise en question du système, et pour cela elles doivent s'inscrire dans une démarche de sensibilisation, de mobilisation et de transmission. Car, si les conditions actuelles demandent de parfois faire des concessions sur ses valeurs, comme le montrait notre deuxième analyse sur les financements publics, ces concessions doivent être dénoncées. Car si l'économie sociale reste encore marginale, c'est bien parce que la majorité du monde politique ne voit l'économie que sous l'angle du capitalisme, et préfère soutenir cette dernière. Et ce problème est loin d'être nouveau. Déjà en 1863, Ferdinand Lassalle, un des premiers théoriciens socialistes allemands, dénonçait le fait que l'État soutenait en masse l'économie capitaliste (à travers la construction de canaux, de chemins de fer, de lignes maritimes et télégraphiques, de banques foncières, etc.), qui aurait pu pourtant se débrouiller avec les immenses profits que lui rapportait la révolution industrielle²⁴.

Car des mécanismes qui sortent des types de financements publics classiques, tels que nous les avons décrits dans la deuxième analyse, ou qui les facilitent, il en existe, et ceux-ci sont en plein développement. Pensons par exemple aux mécanismes de facilitation de prêts, comme la garantie EaSI²⁵, les prêts subordonnés, le prêt proxi²⁶ ou le dispositif Braserio²⁷. Tous ces mécanismes permettent de renforcer l'économie sociale en rendant possible l'existence de projets ambitieux. Pour certains, comme le prêt proxi ou le prêt subordonné, il ne s'agit que de rendre légales certaines formes de prêt plus souples. La garantie EaSI et le dispositif Braserio mettent de l'argent public à disposition de l'économie sociale, que ce soit directement ou indirectement, pour renforcer des investissements en capital ou des prêts existants par ailleurs.

Ces initiatives sont donc indispensables pour l'économie sociale, d'autant qu'elles sont en réalité peu coûteuses pour l'État. Il s'agit là d'aménagement légaux, ou de prêts dont les chances de non remboursement sont peu importantes. Mais leurs limites sont évidentes. D'une part, elles restent subordonnées à des investissements privés, avec tous ce que cela implique comme difficultés et que nous avons déjà examinés dans la première analyse de cette série. D'autre part, elles ne remettent absolument pas en question le système économique dominant dans son ensemble, puisqu'elles ne s'attaquent ni à son mode de gestion subordonné à la propriété privée, ni à son objectif de profit, ni à l'accumulation des profits et des capitaux. Et même si certains financements imposent une certaine forme de projet non-capitaliste, les pouvoirs publics n'ont encore jamais imposés de telles conditions à des grosses sociétés capitalistes, quand bien même ils les sauvent à coup de millions d'euros.

Un projet qui avait l'ambition d'aller plus loin dans la remise en question du cadre institutionnel et dans le mode de financement est le projet NewB, qui s'est lancé sur base d'une campagne massive de financement participatif. Il s'agit là d'un projet ambitieux, qui montre que la mobilisation est un levier puissant pour l'économie sociale, même quand celle-ci s'appuie uniquement sur les apports monétaires. Le statut de coopérative de la banque permet la participation aux décisions importantes d'une grande partie des coopérateurs, et la remarquable transparence du projet ont mené en 2020 plus de 1600 coopérateurs (sur les 116.000 que revendique la coopérative) à participer aux votes de l'assemblée générale²⁸. Mais là encore, le cadre institutionnel est venu rattraper le projet, et lui donne très peu de marges pour remettre en question les logiques de financement capitaliste.

La jeune banque gagnerait sans doute à rendre sa communication plus politique, en dénonçant les bâtons que le milieu institutionnel bancaire lui met dans les roues, pour conserver son statut d'outsider. Car si NewB a pu mobiliser autant de capital, c'est bien parce que ce projet a symbolisé auprès d'une partie de la jeunesse « le changement que veulent les jeunes adultes », avec l'espoir que cette banque permette d'encourager le pluralisme, et de développer l'esprit critique²⁹. Si NewB peut potentiellement être un autre levier pour dénoncer les verrous de notre système financier, et alimenter la mobilisation qui l'a lancé, elle ne pourra devenir une véritable initiative de résistance que si elle parvient à imposer ses restrictions à l'ensemble du paysage bancaire belge. Et cela lui demandera évidemment un soutien massif de la population belge.

Un projet qui va un pas plus loin dans la remise en question du système est l'idée de Benoît Borrits d'un fonds social d'investissement, qui consisterait dans la création d'un fonds social d'investissement alimenté par les entreprises, et qui permettrait de financer l'économie sociale en recourant à la création monétaire sans être pour autant géré par l'État³⁰. Cette idée, sur laquelle nous allons revenir plus loin, nécessiterait des aménagements juridiques importants, augmenterait fortement l'autonomie de

l'économie sociale. Mais ce ne pourrait devenir une véritable remise en question du système économique que si la gestion de ce fonds était démocratique, et relevait des populations dont l'économie sociale répond aux besoins, et si les entreprises qui n'étaient pas sociales étaient également obligées de contribuer. Il y aurait là une véritable remise en question du système.

Finalement, ce qui rassemble toutes ces idées, c'est la volonté de sortir la marginalité de l'économie sociale, qui doit sans cesse se battre pour son existence. Nous avons vu dans les deux analyses précédentes comment les financements actuels mettaient sans cesse une pression énorme sur les coopératives et associations, demandaient toujours plus de justifications, de standardisation, tout en « encourageant » l'innovation. C'est contre toutes ces obligations que doit se battre l'économie sociale, et ce sont là principalement des revendications défensives.

Résistance

Si les pistes d'aménagement permettent de renforcer l'économie sociale, de montrer la pertinence de son fonctionnement et donc de gagner un soutien populaire important, les solutions de résistance permettent de passer à l'offensive. L'économie sociale ne pourra devenir un système dominant qu'à condition de s'attaquer sérieusement au système capitaliste, et à l'empêcher de nuire. Si les mesures d'aménagement peuvent résulter de négociations avec les décideurs politiques, les mesures de résistance ne peuvent que passer, selon l'expression de Laville, que par la reconstruction d'un rapport de force. Car qui contrôle le financement et la gestion de l'économie contrôle le devenir de la société. Cet enjeu est donc bien celui du pouvoir, et de la lutte pour celui-ci.

Cette offensive peut principalement se traduire sur deux plans. Un premier plan est dans la contrainte des plus grosses entreprises capitalistes. Ce sont en effet elles qui polluent le plus, qui pourraient résorber le chômage si tous leurs profits étaient réutilisés pour créer de l'emploi, qui décident d'augmenter les prix de leurs produits dans des situations de crise, sans même parler des dégâts causés par les ventes d'armes. Mais cela ne les empêche pas d'être largement soutenues par les banques et les fonds d'investissements (même éthiques), qui leur prêtent allégrement des sommes colossales, et même par les États qui ne se privent pas de les financer directement ou indirectement par le biais de cadeaux fiscaux. Ce serait la moindre des choses que tous ces financements soient au moins aussi conditionnés et à justifier que les financements au monde associatif. Dans le même registre, il est évident qu'il faudrait interdire aux entreprises capitalistes certaines pratiques non éthiques, que ce soit en matière de pollution, de conditions de travail ou de licenciement. On pourrait même, avec Frédéric Lordon, imaginer de « fermer la finance », c'est-à-dire de supprimer toutes les activités spéculatives de rachat d'action qui ne financent en rien l'économie mais ne font que participer au « gavage » des actionnaires³¹.

Mais, sur le second plan, l'offensive peut encore aller plus loin en allant chercher sur les profits de ces grands groupes bénéficiaires, qui paient très peu d'impôts, pour financer l'économie sociale. En s'inspirant par exemple de la mise en place de la sécurité sociale, on pourrait très bien imaginer une sécurité sociale de l'alimentation³², qui prendrait sur les profits réels (et non les profits officiels, vu les nombreuses méthodes existantes pour éviter de tronquer les comptes d'une entreprise³³) pour financer directement l'économie sociale, alimentant ainsi un cercle vertueux. Ce mécanisme permettrait à la fois de réduire la nocivité des entreprises capitalistes, en les obligeant à se conformer à certains critères sous peine de ne plus pouvoir être bénéficiaire, et en même temps de réorienter ces capitaux vers des activités créatrices d'emploi, respectueuses de l'environnement et du social. Tout cela, ne pourrait évidemment être légitime que si c'était fait en toute transparence, avec un contrôle populaire permanent.

Ces propositions ambitieuses peuvent nous sembler inaccessibles aujourd'hui. Il est certain qu'elles ne sont pas à l'agenda politique. Mais pourtant, elles sont nécessaires, surtout à une époque où l'urgence climatique et sociale n'a jamais été aussi visible. Les 70.000 personnes qui ont défilé pour le climat le 27 janvier 2019, et tous ceux qui les ont suivis et soutenus, sont bien conscients que les demi-mesures ne suffiront pas. Les prochaines mobilisations devront être des occasions de discuter des mesures concrètes à appliquer, et des revendications dont un tel mouvement peut s'emparer pour faire bouger les choses. Car, tout comme chaque victoire sociale a nécessité des luttes intenses, ce n'est que par la mobilisation que des changements réels pourront être mis en place. Et si il n'y a pas de mobilisations importantes aujourd'hui, celles-ci ne manqueront pas de se produire comme elles se produisent régulièrement dans l'histoire. A l'économie sociale d'être prête à se mobiliser durant ces luttes massives et à montrer la voie d'une autre économie, avec des propositions concrètes, ou à laisser le mouvement être repris par des courants plus autoritaires ou populistes...

Rupture... en s'inspirant des fuites

Il est temps d'aller encore un pas plus loin. L'économie sociale comme modèle dominant, à quoi est-ce que cela peut bien ressembler ? Difficile à dire tant nous sommes loin du compte. Mais malgré tout certaines pistes ont déjà été dessinées. Et c'est là que vient toute l'utilité des expériences de « fuite », c'est-à-dire des interstices spatiaux et temporels dans lesquels une société d'un type tout à fait différent a pu exister, et qui ont posé les briques d'une possible société future.

La commune de Paris, dont nous fêtons les 150 ans cette année, en est un exemple. En effet, pendant 72 jours, les communards se retrouvèrent à expérimenter un nouveau système de gestion à l'échelle d'une ville. Ces militants, intellectuels ou simples ouvriers, élus mais révocables, prirent des mesures en rupture radicale avec le système capitaliste qui dominait jusqu'alors. Leur intention était de permettre le « passage progressif du mode de production capitaliste à un mode de production coopératif », selon les

mots de Léo Frankel³⁴, délégué du travail. Pour cela, les communards n'ont pas hésité à s'attaquer au système économique capitaliste pour régler les problèmes sociaux, par exemple en supprimant le travail de nuit des boulangers, en interdisant les retenues sur salaire, en organisant une aide en cas de chômage et de maladie, ce qui n'existait pas à l'époque. Mais on connaît le destin qui a été réservé aux communards, et ce gouvernement d'un nouveau type fut exterminé sans pitié par les Versaillais avant d'avoir pu réaliser leur projet³⁵.

Cette première expérience inspirera cependant de nombreuses expériences ultérieures où la classe laborieuse gérera le pouvoir en s'opposant résolument aux principes de propriété lucrative des capitalistes, et en instaurant un gouvernement au service de la population. Ainsi, à Barcelone, en 1936, les entreprises sont occupées et gérées par les travailleurs eux-mêmes. Ici, malgré le fait que les décisions se prennent au niveau de l'entreprise, les travailleurs mettent toute leur énergie pour soutenir l'effort de guerre contre les fascistes, tout en garantissant des droits sociaux aux travailleurs blessés ou malades (ce qui n'existait pas avant). Toutes ces entreprises sont gérées par des comités d'entreprise qui sont élus par les travailleurs eux-mêmes. Les logements vont également être collectivisés. Et tout cela, loin d'être dicté par le nouvel État républicain, est le fait de l'organisation spontanée des travailleurs, qui ont déjà une longue expérience de grèves et de luttes³⁶.

D'une manière similaire, en 1973 au Chili, alors que le grand patronat, les commerçants et les professions libérales tentent de saboter le régime de Salvador Allende, les travailleurs organisent eux-mêmes la production à l'aide des cordons industriels. Ces nouveaux organes de pouvoir, qui rassemblent les délégués de différentes usines au niveau d'un territoire, vont aller beaucoup plus loin que la politique proposée par Allende, confisquant les marchandises que les commerçants cachaient chez eux et les redistribuant dans les quartiers populaires qui subissaient violemment la politique de sabotage des possédants. Cette expérience incroyable a d'ailleurs été immortalisée dans la troisième partie du célèbre documentaire de Patricio Guzman³⁷. Comme la Commune, la bataille du Chili se termine dans le sang avec la dictature de Pinochet.

Ce sont loin d'être les seules expériences de ce genre que l'on peut compter. L'association Autogestion recense d'ailleurs une série d'expériences d'autogestion, qui compte aujourd'hui pas moins de 10 tomes, disponibles gratuitement en ligne³⁸. Ces expériences sont effectivement en rupture avec le modèle dominant, mais n'ont pas réussi à s'imposer elles-mêmes comme modèle dominant. Elles permettent cependant d'imaginer à quoi pourrait ressembler une société débarrassée du capitalisme, et nous tracent un chemin pour y arriver. Et ces expériences réelles rejoignent en grande partie les « utopies » construites par certains auteurs pour imaginer une société capable de faire face aux défis majeurs de notre époque. On pense par exemple à Benoît Borrits, qui imagine une société où les entreprises soient gérées

démocratiquement par les travailleurs et les consommateurs. Où l'investissement ne viendrait plus des banques ou des fonds d'investissement, mais du fonds social d'investissement dont nous avons déjà parlé³⁹.

Cédric Duran et Razmig Keucheyan apportent également leur pierre à l'édifice en montrant comment la planification de l'économie, indispensable pour organiser une économie humaine dans un monde limité, permet aussi de dépasser la dynamique capitaliste de recherche du profit à tout prix. Ils imaginent une économie où le crédit et l'investissement serait contrôlés démocratiquement, ramenant les investissements vers les domaines où ils sont le plus nécessaires : les services publics, éducatifs, hospitaliers, de transport, etc. Le tout en se basant sur les besoins réels de la population, définis par la population elle-même⁴⁰. En insistant sur le caractère démocratique de cette planification, ils rejoignent l'économiste belge Ernest Mandel, qui avait analysé le régime soviétique de planification en montrant ses intérêts et ses limites, et comment les dépasser. Il proposait notamment de définir les besoins collectifs sous forme de référendum pour remplacer la dynamique de marché, et montrait la supériorité en efficacité d'une planification de la production de manière démocratique par rapport au management capitaliste. Il prend notamment l'exemple de certains kibboutz dont la productivité est plus importante en s'organisant de manière démocratique, plutôt que de manière hiérarchique⁴¹.

Ces perspectives ont l'avantage de nous offrir une voie de sortie du capitalisme vers une économie sociale dominante qui éviterait les travers de la bureaucratie et du corporatisme. D'une part en évitant de laisser le contrôle de l'économie dans les mains d'experts ou de fonctionnaires qui finiraient par défendre leurs propres postes plutôt que l'intérêt général. Et d'autre part en subordonnant les activités de chaque entreprise à une coopération démocratique. Bien que nous ne pouvons savoir comment pourrait se présenter le chemin vers cette utopie, ces points de repère peuvent nous donner des balises et une direction à suivre pour que l'économie sociale d'aujourd'hui prépare les changements sociaux et politiques indispensables pour répondre aux défis de notre époque.

Conclusion

Cette série d'analyse nous aura permis de montrer la complexité de la question du financement, et son caractère éminemment politique. Dans cette dernière analyse nous avons pu revenir en détail sur les solutions, à court ou long terme, qui nous permettent de sortir de la situation de tension financière qui préoccupe un très grand nombre d'entreprises sociales et d'associations. Nous avons également pu rappeler l'importance de la subordination de l'économie sociale à un projet politique ambitieux, non seulement pour susciter la mobilisation d'une grande partie de la population en recherche de sens et de changement, mais aussi pour éviter de ne devenir qu'une *alternative dérisoire*⁴², une roue de secours du capitalisme.

Notre ambition de construire un plan d'action a pu se traduire par l'exploration des différents niveaux d'action que rencontre l'économie sociale. C'est pourquoi nous ne pouvons finir cette analyse sans une courte synthèse des points essentiels pour la construction d'une économie sociale à la hauteur des événements. Ces points sont évidemment des propositions qui ne demandent qu'à être largement débattues.

Notre analyse partait donc des trois critères essentiels de l'économie sociale : les besoins sociaux, la démocratie et la solidarité. Ceux-ci définissent la force de l'économie sociale par rapport à l'économie capitaliste : sa capacité à mobiliser et à défendre des valeurs humaines. Mais pour inspirer et toucher largement, les entreprises sociales et associations doivent montrer leur ambition et leur capacité à changer la société en proposant un véritable projet politique et en prenant à bras le corps la question du pouvoir, et en montrant leur capacité à collaborer entre elles, mettant ainsi de côté les objectifs de profits habituellement recherchés dans l'économie capitaliste. Pour conserver leurs principes, gagner la confiance des masses, et éviter de tomber dans le double piège du corporatisme et de la bureaucratisation, elles doivent se mettre sous le contrôle des populations dont elles répondent aux besoins, non seulement en étant parfaitement transparentes dans la gestion de leurs comptes, mais aussi en faisant participer ces populations aux décisions stratégiques.

¹ Manifeste de SAW-B, consultable en ligne sur <https://saw-b.be/manifeste/>

² Pour apprécier l'ampleur de cette déconstruction du lien social opérée par le capitalisme, lire la première partie du livre d'Alexis Cukier, *Le travail démocratique*.

³ Podcast #DemainWallonie - Flora Kocovski, directrice de W.Alter, à écouter en ligne sur : <https://octopus.saooti.com/main/pub/podcast/4219>

⁴ Nous avons déjà défini les classes populaires dans la première analyse : L'expression « classes populaires » « désigne de façon imagée un vaste ensemble composé des populations ayant des ressources économiques et culturelles limitées, celles qui occupent des emplois dits d'exécution ou vivent des minimas sociaux. »

⁵ Gardin Laurent et Robert Pierre, *Origine, diffusion et métamorphose de l'hybridation des ressources*, 2018, URL : <https://chaires.org/wp-content/uploads/2018/09/5.GardinRobert.pdf>

⁶ Virone Carmelo, Karl Polanyi et Michel Foucault, *deux pensées pour s'armer contre le néolibéralisme*, Éditions Smart, Les Cahiers, 2020, p. 8

⁷ Cukier Alexis, *Le travail démocratique*, puf, Actuel Marx, 2018, p. 176

⁸ Deglume Pauline, *Bruxelles va tester le crédit mutuel entre les entreprises*, in L'Echo, le 22 décembre 2020, URL : <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/bruxelles/bruxelles-va-tester-le-credit-mutuel-entre-les-entreprises/10273309.html>

⁹ Dohet Julien, *Le mouvement coopératif : histoire, questions et renouveau*, in Courrier Hebdomadaire du CRISP, n° 2370-2371, 2018, URL : <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2018-5-page-5.htm>

¹⁰ Germancoop, History of Cooperatives in Germany, 2014, URL : <https://germancoop.wordpress.com/2014/09/29/history-of-cooperatives-in-germany/>

¹¹ Dohet Julien, Ibidem

¹² Grégoire Maud, *Ce que le groupe Mondragón nous dit sur la « dégénérescence coopérative » dans les grandes coopératives*, Septembre 2017, URL : https://smartbe.be/wp-content/uploads/2017/09/03-2017-Maud_gregoire_mondragon-d%C3%A9.pdf

¹³ Jehin Adrian, *Mondragón : le géant basque*, in transfo, <https://economiesociale.be/inspiration/mondragon-le-geant-basque>

¹⁴ Dohet Julien, Ibidem

¹⁵ Luxembourg Rosa, *Réforme sociale ou révolution*, Chapitre 2, 1898, URL : <https://autogestion.asso.fr/sur-les-cooperatives-un-texte-de-rosa-luxemburg/>

¹⁶ Marx Karl et Engels Friedrich, *Formation de l'Internationale*, URL : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpc054.htm>

¹⁷ La valeur produite est l'ensemble des éléments produits dans une société qui ont une valeur, c'est-à-dire qui répondent à un besoin social. Dans un système capitaliste, les principales valeurs produites (que ce soit au niveau de l'alimentation, de l'énergie, des moyens de transport, du logement) sont gérés par les individus qui possèdent les moyens de production qui ont permis de les produire, et qui tirent un bénéfice direct de cette production (dans le sens où ils décident des prix, des modalités de distributions, des modalités de production, de la qualité des emplois, etc.). Ce sont donc ceux qui ont un intérêt financier à ce que les conditions de travail demandent le moins de moyens, que les salaires soient les plus bas, que les aménagements liés aux respects de l'environnement soient le moins coûteux possibles qui décident de ces mêmes investissements.

¹⁸ En réalité Erik Olin Wright dans son ouvrage « *Stratégies anticapitalistes pour le XXIème siècle* » propose 5 attitudes à adopter par rapport au capitalisme. Ces attitudes nous semblent ici tout à fait adaptées à l'État, bien que nous n'en retiendront que 4.

¹⁹ Le mot « zapatiste » désigne le mouvement social situé au Mexique, dans la région du Chiapas qui a pris par les armes possession d'un territoire et qui y expérimente depuis plusieurs dizaines d'années un système politique d'auto-gestion et d'autonomie.

²⁰ Une ZAD (zone à défendre) est une appellation utilisée par des groupes militants pour désigner une zone, souvent naturelle, qui est menacée par un projet de construction immobilier, ou industriel. Elle est donc à défendre, et souvent investie par des collectifs qui y expérimentent de nouvelles manières de vivre ensemble.

²¹ Les chlorofluorocarbures sont des gaz à effet de serre, utilisés massivement dans les années 80, et qui ont fini par être interdits en 1987 car ils causaient un trou dans la couche d'ozone.

²² Mortier Quentin et Gérard Bruno, *Les associations comme résistance et riposte au néolibéralisme – Interview de Jean-Louis Laville*, Analyse SAW-B, 2015, URL : https://saw-b.be/wp-content/uploads/sites/39/2020/04/a1513_interview_laville.pdf

²³ Citons à ce sujet le travail remarquable d'une ONG comme [Finance Watch](#), qui fournit des analyses très sérieuses et documentées, ainsi que des mesures faciles à prendre pour lutter contre l'évasion fiscale.

²⁴ Mehring Franz, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Éditions Les Bons Caractères, 2013, p.43

²⁵ Description de la garantie EASI sur le site de Crédal : <https://www.credal.be/credit/easi>

²⁶ Description du prêt proxi sur le site de Finance.brussels, URL : <https://www.finance.brussels/proxi/>

²⁷ Description de W.Alter sur le site du 1890, URL : <https://www.1890.be/solution/du-financement-pour-les-cooperatives>

²⁸ Procès verbal de la réunion spéciale de l'Assemblée Générale du 21 novembre 2021, NewB, URL : https://files.newb.coop/fr/assets/assets/WebPages/20210511114519_PV_AG_21_11_2021_NewB.fr.pdf

²⁹ L.V., « *L'âge le plus représenté est de 29 ans* » : pourquoi les jeunes ont-ils investi dans NewB, RTBF le 28 novembre 2019, URL : https://www.rtb.be/info/societe/detail_pourquoi-les-jeunes-ont-investi-en-masse-dans-newb?id=10376174

³⁰ Vandeveld Mathieu, *Une économie sans propriétaires*, analyse SAW-B, https://saw-b.be/wp-content/uploads/sites/39/2020/05/a1815_une_economie_sans_proprietaires.pdf

³¹ Lordon Frédéric, *Fermer la finance*, in *Le monde diplomatique*, le 4 juillet 2020, URL : <https://blog.mondediplo.net/fermer-la-finance>

³² Poinssot Amélie et Zerouala Faïza, *Une « sécurité sociale de l'alimentation » pour sortir de la charité*, in *Mediapart*, le 4 mai 2021, URL : <https://www.mediapart.fr/journal/france/140521/une-securite-sociale-de-l-alimentation-pour-sortir-de-la-charite?>

³³ Le mémoire de Valentin Gailly, *Les multinationales paient-elles de l'impôt, enquête sur les principales stratégies et les mécanismes fiscaux*, reprend en détail les différentes méthodes des multinationales pour échapper à l'impôt, et est disponible en ligne [ici](#).

³⁴ Chuzeville Julien, *Léo Frankel, Communard sans frontières*, Libertalia, 2021

³⁵ Laville Jean-Louis, *La commune envisageait la fin du salariat par l'association*, in *L'humanité*, le 29 mai 2021, URL : <https://www.humanite.fr/jean-louis-laville-la-commune-envisageait-la-fin-du-salariat-par-lassociation-708412>

³⁶ Neuville Richard, *La révolution espagnole, les collectivisations en Catalogne (1936-1939)*, in *Association Autogestion*, 2016, URL : <https://www.syllepse.net/autogestion-l-encyclopedie-internationale- r 76 i 648.html>

³⁷ Guzman Patricio, *La Bataille du Chili 3 – Le pouvoir populaire*, Atacama Productions, 1979

³⁸ Sur le site de l'association : <https://autogestion.asso.fr/autogestion-lencyclopedie-internationale-2/>

³⁹ Vandavelde Mathieu, *ibidem*

⁴⁰ Duran Cédric et Keucheyan Razmig, *L'heure de la planification écologique*, in *Le Monde Diplomatique*, Mai 2020, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/DURAND/61748>

⁴¹ Mandel Ernest, *In Defence of Socialist Planning*, in *New Left Review*, No. 159, 1986, URL : <https://www.marxists.org/archive/mandel/1986/09/planning.html>

⁴² Les termes « alternative dérisoire » font référence à l'ouvrage de Philippe de Leener et Marc Totté, *Transition économique ; en finir avec les alternatives dérisoires*, qui traite des risques que l'économie sociale reste enfermée dans un cadre qui lui empêche de remettre en question l'économie dominante, et de comment les éviter.



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Marian de Foy

Relecture : Quentin Mortier, Jean-François Herz

Illustration : Yakana

